

Turquie-Allemagne : Angela Merkel entame une visite de deux jours en Turquie

mardi 30 mars 2010, par [Jean Marcou](#)

Angela Merkel a commencé, le 29 mars 2010, une visite officielle de deux jours en Turquie. C'est la deuxième fois qu'elle se rend dans ce pays, depuis qu'elle est chancelière. Sa précédente venue remontait à octobre 2006. Ce séjour, qui a été précédé d'une sorte de duel à fleurets mouchetés entre les chefs de gouvernement des deux pays, reflète bien une relation complexe qui repose sur des liens forts issus d'une tradition ancienne et d'une coopération active, mais qui se nourrit aussi trop souvent d'ambiguïtés et d'incompréhensions réciproques. Bien la venue de la chancelière allemande doit être l'occasion d'un renforcement de rapports économiques déjà très solides, c'est plutôt ses enjeux politiques qui retiennent d'emblée l'attention. Les polémiques indirectes qu'ont entretenues Angela Merkel et Recep Tayyip Erdoğan, ces derniers jours, dans la presse internationale, ont fortement influencé le menu de leur première rencontre, qui s'est tenue, ce lundi 29 mars 2010, et qui a été suivie d'une conférence de presse conjointe (photo).

On s'étonnera que l'Europe ait constitué les hors d'œuvre de ces premiers échanges, mais l'on sait qu'en Turquie, ils peuvent devenir un véritable repas. Angela Merkel et sa fameuse recette de « partenariat privilégié » était attendue par ses hôtes turcs. Au cours du week-end, le négociateur en chef pour l'UE, Egemen Bağış, avait commencé à faire monter la sauce, en rappelant que les canons de la gastronomie européenne ne connaissent que « l'adhésion pleine et entière » et que ledit partenariat n'a « aucun fondement juridique ». Ce terrain est d'autant plus mouvant pour la chancelière allemande que son pays a souscrit en 2005 à l'ouverture de négociations avec Ankara et que, de surcroît, l'accord, qui régit sa coalition gouvernementale avec le parti libéral, prévoit que Berlin laisse aller le processus de négociations engagées jusqu'à son terme. Son homologue a eu beau faire valoir que l'Europe a changé depuis que la Turquie a déposé sa candidature et que cette mutation appelle de nouvelles formules d'intégration, le premier ministre turc n'a pas vraiment eu l'air de goûter la subtilité de cette nouvelle cuisine et a eu beau jeu d'invoquer le fameux « pacta sunt servanda ». Cette maxime romaine a immédiatement été tournée en « atasözü » (proverbe turc) par Angela Merkel, qui a rappelé à ses partenaires leurs engagements pris à l'égard de Chypre, en ce qui concerne l'ouverture de leurs ports et aéroports, qui sont toujours lettre morte.

Après ce plateau fourni de « Meze », le plat de résistance ne s'annonçait pas moins consistant. On pourra s'étonner que la proposition de Recep Tayyip Erdoğan de créer des écoles turques en Allemagne ait été aussi fraîchement accueillie par Angela Merkel. En réalité, il faut mettre la réaction de la chancelière avec les propos tenus, en Allemagne, en 2008, par le premier ministre turc à ses compatriotes émigrés, leur conseillant de s'intégrer sans se laisser assimiler, et qualifiant au passage l'assimilation de « crime contre l'humanité ». On sait que le leader de l'AKP n'aime pas faire dans la dentelle. Il a réitéré le même genre de discours, un an plus tard, cette fois devant une assemblée de Turcs en Belgique. Ces derniers jours, la polémique sur les écoles turques en Allemagne n'a cessé de flamber dans les presses des deux pays, l'un des quotidiens turcs islamistes les plus radicaux « Vakit » qualifiant même Angela Merkel de « dernière des nazis ». Pourtant lorsque les deux chefs de gouvernement se sont retrouvés face à face, le ton a été beaucoup plus pondéré. Recep Tayyip Erdoğan a justifié son projet scolaire, en expliquant qu'il y avait des écoles allemandes en Turquie et qu'il s'en réjouissait, tandis qu'Angela Merkel a surtout expliqué qu'elle avait été mal comprise. Légalement rien n'empêche de créer des écoles turques en Allemagne, mais elle pense qu'il ne faut que cela devienne un prétexte pour ne pas apprendre l'allemand et ne pas se socialiser au mode de vie du pays. Rappelant que « tout le monde avait le droit de préserver sa culture », Angela Merkel a donc plaidé « pour une pleine intégration », en espérant que, dans les années qui viennent, les

Turcs d'Allemagne ne soient « pas seulement des ouvriers mais aussi des professeurs, des businessmen ou des scientifiques » ; une opinion qui a conduit le premier ministre turc à décerner un satisfecit à son homologue allemande qui lui a même offert un dessin réalisé par une écolière turque dans une école allemande.

Alors que cette guerre scolaire turco-allemande semblait retrouver le terrain du dialogue, la « bombe » iranienne est venue raviver les ardeurs, constituant un dessert de choix pour ce premier contact entre Recep Tayyip Erdoğan et d'Angela Merkel. Car, tandis que celle-ci s'est montrée inquiète, en évoquant à nouveau la possibilité de sanctions, si Téhéran continuait à ne pas se conformer aux décisions des Nations Unies, le leader turc a plaidé pour une solution diplomatique. Rappelant que la Turquie était hostile à la détention d'armes nucléaires au Moyen-Orient, il a, en outre, regretté qu'un pays échappe actuellement à cette exigence, notamment parce qu'il n'est pas membre de l'AIEA (l'Agence Internationale de l'Energie) ; une allusion à peine voilée à Israël, une fois de plus épinglé par le premier ministre turc.

Angela Merkel devait encore rencontrer les leaders des partis d'opposition, mais ces derniers, estimant qu'on ne leur laissait en l'occurrence que les miettes du festin, ont décliné une invitation, qui en revanche a été honorée par le représentant du nouveau parti kurde pour la paix et la démocratie (BDP). Ce dernier a demandé à pouvoir représenter la communauté kurde en Allemagne mais on ne sait pas s'il a demandé la création d'écoles kurdes...

JM

[Article source](#)

Sources

Source : ovipot, le 29.03.10